

Premier ministre : courtisan de première classe ou grand intendant de l'État ?

Après le cuisant camouflet du 4 mai qui tétanisa le pouvoir au point de le décider à changer de Premier ministre, voici donc l'heureux successeur qui, en guise de discours d'investiture devant un Parlement pourtant mal élu, a choisi de ne dissenter faussement qu'au sujet des «acquis démocratiques de cette Algérie de libertés» (sic). Ainsi, au lieu d'aller vers l'essentiel en déclinant le nouveau programme de l'action gouvernementale, Monsieur Tebboune préféra s'attarder sur des considérations générales dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles constituent un fatras de réflexions décousues. Assurément pour sa première sortie, ce Premier ministre n'est guère apparu à son avantage : celui qui est attendu d'un grand commis chargé de conduire solidement le char de l'État.

Semblable donc à ses prédécesseurs qui, pour la plupart, ont connu la menace du fusible politique, devait-il se singulariser au risque de sauter plus vite que d'habitude ou, au contraire, se contenter de faire profil bas afin de durer ? Car lui aussi sait que la précarité de cette fonction a toujours fait partie de l'arsenal dissuasif des régimes autoritaires. C'est-à-dire là où la transparence dans la promotion des dirigeants est improbable et encore moins dictée par une sanction électorale incontestable. C'est pourquoi d'ailleurs les Algériens dans leur majorité (70% d'abstentionnistes !) ont bien plus qu'une raison pour dénier au régime la moindre légitimité.

De cette praxis aux antipodes du catéchisme démocratique, il en résulte, au fil des ans et des mandats, un glacié de la vie politique qui renseigne tout à fait sur la détérioration générale des mécanismes institutionnels de l'État. Or, seule l'institution exécutive en retire la totalité des dividendes politiques de cette mise au pas de la totalité des institutions. Et comme le souligne justement un spécialiste américain du droit constitutionnel, dans chaque démocratie, le «cœur du problème est de savoir comment fonctionne la machine gouvernementale, car le degré de liberté dont bénéficient les citoyens d'un pays dépend de la façon dont les rouages tournent...»⁽¹⁾. Est-ce le cas de l'Algérie alors que 20 années nous séparent de la première Constitution démocratique (1996) ? La réponse est oui en ce sens que, pas une fois en quatre mandatures (1999,

2004, 2009, 2014...), le devoir d'inventaire ne s'était imposé avant chacune des reconductions.

Ce genre de diktat censitaire n'affaiblit-il pas l'ensemble des institutions (Parlement et Conseil constitutionnel, notamment) et ne dévalorise-t-il pas dans la foulée la sanction des urnes dont il se réclame abusivement ? Pis encore, entre 1999 et 2017, le chef de l'État n'a-t-il pas changé huit fois de Premier ministre et remanié une douzaine de fois les compositions gouvernementales sans qu'il ait éprouvé la nécessité de s'en expliquer auprès de l'opinion nationale ? Progressivement ravalée au rang d'oripeaux, la chefferie du gouvernement a, par conséquent, rarement constitué un point nodal par où passent et se prennent les véritables décisions. Au mieux et plutôt dans le pire des cas, il lui est affecté les tâches de la censure et de la manipulation des responsabilités quand il faut mettre à l'abri de la critique le chef de l'État.

Par ailleurs, au-delà de l'attribut de fusible qui désigne cette haute fonction, il y a l'ambiguïté de sa relation avec le Parlement. Alors que le contrôle du palais est prégnant, l'on s'est toujours demandé s'il lui était dévolu une certaine autonomie pour débattre, voire négocier au sujet de l'intendance du pays sans qu'il soit nécessaire au Premier ministre d'attendre les signaux d'en haut. Il est vrai que des péripéties de mauvais goût liées à ce poste clé illustrent parfaitement tout le vide juridique qui demeure, à ce jour, la tare de nos constitutions. C'est ainsi que le sommet de l'État a souvent fait du limogeage sa riposte idéale chaque fois qu'il estima son omnipotence contestée.

Dans un passé relativement lointain, la polémique entre Kasdi Merbah et Chadli au sujet des prérogatives constitutionnelles de chacun d'eux n'a-t-elle pas fini par le cinglant licenciement du premier en septembre 1989 et son remplacement par Hamrouche ? Une décennie plus tard, Benbitour souffrira du syndrome des cabinets noirs qui altérèrent son autorité et préférera devancer la disgrâce arrogante en rendant publiques les raisons de sa démission. Ce que ne firent pas ses successeurs que l'on renvoya bruyamment.

En effet, Benflis et Ouyahia connurent le même sort dès l'instant où ils furent, tour à tour, soupçonnés d'ambitions per-

sonnelles. Quels que soient les prétextes aux divorces, cette relation trouble au sein du binôme ne s'explique-t-elle pas par le différend permanent qui ressurgit cycliquement à travers l'interprétation de la Constitution ? Une controverse que Bouteflika avait, très tôt, tranché en considérant que l'exécutif ne devait être en aucun cas bicéphale dans la mesure où seul le Président détient la légitimité des urnes. Une affirmation spécieuse pour peu que l'on tienne compte de la majorité issue du Parlement laquelle est, à son tour, légitimement en droit de gouverner.

Malgré cette logique que cautionne la notion de «mandat» acquis par les urnes, la culture foncière des présidents qui se sont succédé a toujours considéré cette forme de cohabitation comme un périlleux cheval de Troie menaçant leur propre pérennité. Une défiance de mégalomane qui n'a jamais été compensée par un régime présidentiel sans partage mais néanmoins responsable de tous les actes de l'exécutif sans qu'il ait besoin d'un fusible. La dépendance de cette fonction vis-à-vis du président de la République a-t-elle jamais produit la bonne synergie que l'on a souvent prétendue lors des séquences fastueuses qui se sont soldées par l'achat de la paix sociale en jetant par les fenêtres de l'État des fortunes destinées à corrompre la contestation de la rue face à l'incurie de la gouvernance en poste.

Au cœur de la désertification politique qui a marqué les 18 années d'un même pouvoir, que reste-t-il comme possibilité pour ce pays pour conjurer le mauvais sort ? Or, la seule espérance pour la majorité silencieuse demeure accrochée à l'idée d'une alternance constitutionnelle. Seulement cette perspective tend de plus en plus à ressembler à une ligne d'horizon. Comme son nom l'indique, celle-ci désigne, en effet, un point de mire qui recule chaque fois que l'on avance dans le temps. Inatteignable, en somme !

C'est dire que la rhétorique de Tebboune devant un aréopage majoritairement composé de courtisans était réduite à des poncifs sans qu'il ait osé aborder avec courage et sincérité la réalité de la dislocation des institutions. Alors que son bizutage, inaugurant sa promotion, aurait dû constituer un moment de rupture avec la flatterie de tribune de son prédécesseur, cet ex-ministre de l'Habitat



Par Boubakeur Hamidechi
boubakeur.hamidechi@Yahoo.fr

ne sut pas s'élever au niveau de la vérité avec un «V». En effet, il s'exprima, non pas pour convaincre l'opinion, mais pour diluer les inquiétudes du pays dans d'anecdotiques exemples.

Carriériste droit dans ses bottes, fallait-il, dans ces conditions, s'attendre à ce qu'il fasse ce saut dans l'inconnu consistant à faire amende honorable ? Sûrement pas dès lors que l'on sait qu'il fut distingué par le chef de l'État lui ayant décerné la médaille de Achir sans oublier qu'il a été assez tôt préparé à cette succession à partir du moment où il fut écarté de la liste des candidats à la députation bien qu'il soit membre du comité central du FLN. En réserve du poste de Premier ministre, on pourrait l'imaginer qu'à temps perdu et entre deux visites aux chantiers de la Grande Mosquée Bouteflika, il eut tout le loisir de peaufiner mot à mot ce discours d'investiture ponctué d'éloges à la liberté et de révérences à répétition destinées au chef de l'État.

En un mot comme en cent, ce changement de Premier ministre ne consacre qu'une certaine... continuité. Celle d'un fusible plus disert en langue nationale appelé à remplacer un amuseur de tribune et bon client des réseaux sociaux.

B. H.

1) Enseignant à l'Université de Columbia dans les années 80, Jacques Barzun est constitutionnaliste. Il est également l'auteur d'un essai intitulé : *Le théorème démocratique*.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@laalamhakimus



Massacre collectif !

Il y a des pays qui gouvernent par ordonnance. Et puis, y a nous ! Gouvernés par une...

... ordonnance !

La chose a été tue ! Volontairement ! Visiblement, on a voulu en haut lieu imposer un embargo sévère sur cette information. En même temps, je les comprends un peu, les frères d'en haut. C'est de la dynamite ! Parce que le bilan est lourd. Seulement voilà, lorsqu'un bilan est aussi lourd, on ne peut empêcher longtemps les fuites, les indiscretions. Les langues se délient forcément devant l'horreur de la chose. Et je dois dire que moi-même, ayant eu vent de cette histoire, j'en suis encore tout baba, les bras ballants et la mâchoire presque au sol. Faut dire que la personne incriminée dans ce carnage est, soit inconsciente des conséquences de son acte insensé, soit foncièrement engagée dans un processus violent, ne pouvant déboucher que sur une tuerie. A ce stade, je ne peux me prononcer ni sur la première option ni sur la seconde. Je reste tout de même circonspect, connaissant le profil de l'auteur de ce drame. En apparence, on lui donnerait le bon Dieu sans confession et tous ses saints sans avoir besoin de s'afficher à la prière de l'Aïd à la Grande Mosquée d'Alger. Rien n'indique qu'il puisse vouloir autant de mal à autant de personnes à la fois. Bien au contraire, tout dans son allure générale, dans sa voix,

dans ses gestes indiquent un homme équilibré, calme, pondéré, ouvert, strict, mais ouvert, voire même avenant. Pourtant, il l'a fait ! Il a commis l'irréparable. Face aux députés, Tebboune a déclaré sans se démonter d'une vis Parker : «Je veux séparer le pouvoir politique du pouvoir de l'argent.» Et c'est là, à ce moment précis que tout s'est enchaîné. Tout s'est déchaîné. Le tout nouveau ministre de la Santé a aussitôt été averti d'un afflux massif de patients aux urgences des hôpitaux et dispensaires du pays. Des ambulances ont commencé à hululer dans les rues des villes et villages. La Protection civile n'a plus eu une seule minute de répit, tellement ses cloches d'alerte-intervention n'ont pas cessé de tinter à la volée. Avec un point commun à tout ce bazar : les personnes secourues souffraient toutes, sans exception, de décrochements violents de la mâchoire et de crampes d'estomac les amenant, pour nombre d'entre elles, au bord de l'éclatement de la rate hyper-dilatée. Autre point commun : toutes avaient suivi avec attention le discours du Premier ministre et avaient surtout...décroché brutalement à l'instant où fut prononcée la fameuse promesse. Je ne sais pas comment, moi qui suivais aussi ce discours, j'y ai réchappé sans dégâts sur mes zygomatiques. Peut-être parce que lorsque j'écoute ce genre d'interventions, je prends toujours la précaution, avant, de fumer du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.